

Le Sida, une priorité de santé publique pour le Conseil général

Le Conseil général s'est très tôt engagé dans la lutte contre le sida avec la prévention comme objectif premier.

Toujours mobilisé pour la lutte contre les discriminations et la solidarité avec les personnes séropositives, le Conseil général a mis en œuvre un dispositif axé sur l'information et le dépistage en adaptant continuellement son intervention.

Information et dépistage : le dispositif départemental du CG 13

L'engagement constant et la politique menée en matière de prévention du Conseil général des Bouches-du-Rhône ont été reconnus au plan national.

Si dans le cadre des lois de décentralisation, l'Etat a décidé de « reprendre la main » sur certaines missions de prévention (en particulier dans la prise en charge des IST), il a au contraire, pour le cas des Bouches-du-Rhône, sollicité le Département pour qu'il poursuive sa mission avec les Centres d'Information et Dépistage Anonyme et Gratuit (CIDAG) - Centres d'Information, Dépistage, Diagnostic des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST).

De plus, le Conseil général des Bouches-du-Rhône poursuit sa dynamique insufflée depuis des années en matière de partenariats, de prévention, de travail de terrain, en coopération avec tous les acteurs.

9 centres de consultations gratuites dans le département

Depuis 1988, des Centres d'Information et de Dépistage Anonyme et Gratuit de l'Infection du VIH (CIDAG) ont été ouverts dans les Bouches-du-Rhône. Au total, ce sont **9 lieux de consultations gratuites qui quadrillent aujourd'hui le département.**

Originalité de ces structures : elles ont pour mission à la fois de prévenir et dépister le VIH, les hépatites B et C mais également de prendre en charge l'ensemble des Infections Sexuellement Transmissibles (IST). Leur personnel est pluridisciplinaire, médecins spécialistes et généralistes, biologistes, infirmières, assistantes sociales, psychologue et rédacteurs formés à l'écoute, au conseil, à la prévention, à l'accompagnement au dépistage et à la prise en charge des IST. Ces structures interviennent également en milieu carcéral dans les 6 centres pénitentiaires du département.

Ce type d'organisation avec consultations couplées CIDAG-CIDDIST fait maintenant l'objet de recommandations sur un plan national.

En 2009, dans les Bouches-du-Rhône, près de 20 000 personnes ont franchi le seuil de ces centres pour un total de 42 000 consultations et plus de 280 séances d'éducation à la santé.

Le CIDAG-CIDDIST de Marseille Saint-Adrien est le plus important en termes d'activités, en 2009, 17 000 consultations représentant 7 500 consultants.

Pour que l'information et le dépistage passent partout

Plus largement, le Conseil général s'appuie sur ses propres outils et dispositifs pour que **la prévention et le dépistage** soient diffusés largement et touchent tous les publics. C'est le cas avec la **mise en place d'actions de prévention en particulier au sein du milieu éducatif** par les équipes des CIDAG-CIDDIST et des 22 Centres de planification et d'éducation familiale (CPEF) des Bouches-du-Rhône gérés par le Département.

Pour le Conseil général, il est impératif d'augmenter les possibilités d'utilisation des tests de dépistage VIH à résultats rapides par les équipes des CDAG en particulier dans leurs actions de prévention « hors les murs », lors des consultations médicales et par des associatifs formés. Cela permettrait une grande complémentarité dans l'offre de dépistage et donc une meilleure adaptation du dispositif. C'est dans ce cadre, que le Président du Conseil général, Jean-Noël Guérini et le Dr Michel Amiel, Vice-président du Conseil général, Délégué à la Protection de l'Enfance, à la Prévention sanitaire et à la PMI ont organisé une table ronde réunissant professionnels, institutionnels et associatifs, en mars 2009 à l'hôtel du département sur

l'utilisation de ces tests clôturant le travail mené par le groupe dépistage du COREVIH. C'est également dans ce cadre qu'une réponse d'emblée très favorable a été donnée à ce projet de recherche. Les professionnels du centre ont travaillé aux cotés des militants associatifs pour permettre l'élaboration de ce protocole mais aussi sa réalisation. Ce travail est possible grâce au professionnalisme de tous et à une grande confiance mutuelle.

Le CIDAG-CIDDIST Marseille Saint-Adrien attire une légère majorité de consultants hommes (52%), les femmes allant plus volontiers consulter en gynécologie ou dans un CPEF. Parmi les hommes, 11% déclarent avoir des relations sexuelles avec d'autres hommes, ce protocole permettra également une meilleure connaissance du dispositif des CIDAG CIDDIST dans un contexte de recrudescence des IST par cette population à forte prévalence VIH.

Enfin, l'Assemblée départementale apporte son **soutien financier par le biais de conventions ou de subventions aux associations** concernées par la lutte contre le Sida et en particulier à l'association Aides depuis sa création.

Service Presse du Conseil général des Bouches-du-Rhône Contact : Annick Bonifay Tel : 04 91 21 15 25 - email : annick.bonifay@g13.fr
